

Acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse, après 24h la recherche et la formation menacées !

Le 9 février 2014, le peuple suisse accepte l'initiative « contre l'immigration de masse », lancée par l'UDC, à 50,3%, bien que la Romandie refuse massivement ce texte. Les conséquences de cette acceptation ne se font pas attendre et c'est au lendemain de cette votation déjà que l'Union européenne menace de remettre en question l'accord concernant la recherche et la formation.

La population suisse a accepté hier d'adopter l'article 121a de la Constitution fédérale qui prévoit l'instauration de quotas pour les étrangers migrants issus de l'Union européenne. Or ces quotas ne sont pas compatibles avec l'accord sur la libre circulation des personnes, pierre angulaire des accords bilatéraux contractés avec l'UE. Principal problème, la remise en question de cet accord menace, au regard de la clause « guillotine », les autres accords conclus avec l'Europe dans des domaines tels que l'agriculture, la formation et la recherche.

Inévitablement, certains responsables européens menacent donc moins d'un jour après cette votation capitale l'accord concernant les échanges dans le domaine de la formation. En effet comme le titre le *Matin* en ligne d'aujourd'hui « sans libre-circulation, pas d'Erasmus » (<http://www.lematin.ch/suisse/librecirculation-erasmus/story/19992783>).

Ces effets prévisibles ont été maintes fois répétés en vain durant la campagne et la Fédération des Étudiants Neuchâtois ne peut que regretter le résultat de ce vote. Elle en appelle maintenant à toute la communauté estudiantine pour dénoncer cette votation et envoyer un cri du cœur à Berne et à l'Union européenne pour ne pas être les victimes directes d'un résultat que les jeunes étudiants n'ont pas voulu.

Tout en ne remettant pas en cause ce vote populaire, la FEN réitère sa volonté de conserver les acquis durement obtenus dans le domaine de la formation et espère que toutes les associations faïtières estudiantines suisses auront à cœur de montrer à Bruxelles un visage différent de celui qu'une très courte majorité de citoyens a montré hier.

Pour le comité de la FEN,

Ivan Ordás Criado, président

Raphaëlle Javet